

La Région conteste les normes de l'UE

BUDGET Un colloque au parlement sur les investissements publics

► Les normes européennes SEC 2010, d'application depuis 2014, freinent les investissements publics.
► Et donc la relance économique, ont constaté les intervenants.

Si nos pages Forum du jour, de même que celles de jeudi, font la part belle à la question de l'équilibre budgétaire, c'est non seulement en raison des discussions sur le budget 2017 toujours en cours au gouvernement fédéral, mais aussi parce que les Régions, et singulièrement la Région bruxelloise, ainsi que toutes les communes du Royaume, sont confrontées aux mêmes obligations européennes pour confectionner le leur. Et c'est la période où ces budgets se préparent, pour toutes ces entités... Ces contraintes européennes, réunies dans leur dernière mou-

ture sous le vocable de « normes SEC 2010 – pour « Système européen des comptes », faisaient l'objet jeudi d'un colloque au parlement bruxellois.

Plus précisément, la volonté du président du parlement bruxellois Charles Picqué (PS), à l'initiative de l'événement, était de confronter les investissements publics à ces normes. Si la Région, par exemple, souhaite investir dans la construction d'une école ou d'une ligne de métro, elle doit le faire en respectant le cadre fixé. Et ces normes, revues en 2010 et d'application depuis 2014, commencent à poser de sérieuses difficultés aux différentes entités.

Les orateurs qui se sont succédé, dont le Commissaire européen aux Affaires économiques et financières Pierre Moscovici, le Premier vice-président du Comité des Régions Karl-Heinz Lambertz ou encore le vice-président du Conseil des communes et régions d'Europe Philippe Laurent, maire de

Sceaux, avaient donc à apporter leur éclairage par rapport à ces difficultés, résumées dans les développements d'une proposition de résolution déposée au parlement bruxellois par quatre députés Ecolo-Groen (Isabelle Durant, Bruno De Lille, Barbara Trachte et Zoé Genot).

« Les investissements publics seraient bien utiles à la relance économique »

QUATRE DÉPUTÉS ECOLO-GROEN

Selon ces derniers, en effet, qui s'appuient sur de nombreuses sources rigoureuses, les investissements publics « seraient bien utiles à la relance économique » et sont « de plus en plus malaisés à réaliser » en raison de différentes contraintes imposées par la dernière version du SEC. Un point de vue partagé, selon les députés aussi bien par des économistes éminents que par des entrepreneurs tel le patron de la Sonaca Bernard Delvaux ou la Confédération de la construction,

D'abord, énoncent-ils, pour déterminer le solde budgétaire, les provisions ou les réserves ne

sont pas prises en compte. Ensuite, le SEC contraint de comptabiliser les investissements en une seule fois, sans tenir compte d'un amortissement étalé sur plusieurs années. En outre, les fluctuations annuelles des investissements ne sont pas prises en compte alors

que, si ceux-ci sont lissés sur une législature par exemple, « le besoin de financement est proche de l'équilibre », selon une étude réalisée par Belfius et citée par les élus Verts.

Ceux-ci souhaitent donc que le parlement bruxellois demande à la Commission et au Conseil européens de distinguer les dépenses d'investissements et les dépenses courantes et de ne plus intégrer les dépenses d'investissement dans le solde budgétaire des États membres. La proposition sera sans doute discutée au parlement. Mais des initiatives de ce type, il en verra bientôt de partout en Europe, semble-t-il. Un sujet politique aride, mais brûlant, notamment pour les Bruxellois. ■

PIERRE VASSART

ÉCONOMIE

Le « road show » de Philippe Close

Si le colloque se tenait au parlement bruxellois, c'est bien entendu l'ensemble des Régions et communes de l'UE qu'il concernait. Raison pour laquelle, d'ailleurs, il était parrainé par le Comité des Régions, l'institution européenne qui a son siège rue Belliard, organisée en sorte de « parlement » qui réunit des représentants de chacune des 350 Régions de l'Union.

Et qu'on ne s'y trompe pas : si les différents intervenants interrogeaient les normes comptables imposées aux Régions et communes pour la confection de leur budget, il ne s'agissait nullement

de verser dans l'antieuropéanisme. Parce que Bruxelles est peut-être la ville la plus europhile d'Europe, et son identité en dépend. Son économie aussi, d'ailleurs. Et notamment le secteur

hôtelier, qui héberge chaque année des dizaines de milliers de personnes en visite dans notre ville en raison de son statut de capitale européenne.

C'est la raison pour laquelle l'échevin du Tourisme de la Ville de Bruxelles Philippe Close (PS) a entamé mardi un « road show » auprès des institutions européennes, en démarrant, justement, par le Comité des Régions. Son idée ? Rappeler aux différents intervenants européens, organisateurs de réunions internationales, séminaires, conférences et on passe, combien Bruxelles et ses hôtels, bien malmenés depuis les attentats de Paris de novembre dernier déjà, sont prêts à se plier en quatre pour accueillir leurs manifestations.

« Parce que tous ceux qui fréquentent Bruxelles doivent être ses ambassadeurs, et nous avons besoin d'eux », justifie Philippe Close. C'est que notre capitale

souffre : le taux d'occupation des hôtels a chuté de 20 à 25 %, « et ces chiffres

seraient bien pires si nous n'étions pas la capitale de l'Europe », assure l'échevin. Qui rappelle que Bruxelles est la deuxième ville mondiale où s'organisent le plus de congrès, qu'elle compte 163 nationalités et qu'un tiers de sa population est étrangère, à 85 % d'une autre nationalité européenne. « Parmi les fonctionnaires européens, nombreux sont ceux qui restent à Bruxelles après leur retraite, parce qu'ils y ont fait leur vie, que leurs enfants y ont grandi, assure-t-il. Eux aussi reçoivent de la visite de leurs familles, qui font également vivre l'hôtellerie bruxelloise. Il est essentiel que les Européens se sentent bien ici... » C'est d'ailleurs dans cet esprit, rappelle Philippe Close, qu'il avait proposé cet été le droit de vote pour les étrangers aux élections régionales, en tant qu'« usagers de la capitale ».

Le débat a fait long feu. Mais le combat de l'échevin pour faire revivre le tourisme se poursuit.

P.V.